

Vœux de Jean PICART, Maire et Président de la Codecom

Vendredi 18 janvier 2013

Merci d'avoir répondu nombreux à l'invitation des Elus pour cette traditionnelle cérémonie des vœux.

Meilleurs vœux à chacune et chacun d'entre vous ainsi qu'à vos proches, nos vœux les meilleurs pour l'année nouvelle ; des vœux de bonheur et bonne santé, de réussite dans vos projets, j'ajoute des vœux de mieux vivre et de solidarité aux personnes souffrantes ou victimes de la pauvreté.

J'adresse mes vœux les plus sincères à nos associations qui font bénévolement un travail remarquable de lien social et de chaleur humaine, de prévention à l'égard de notre jeunesse. Je voudrais donner un exemple. Le bénévolat aux Restos du Cœur est évalué à 56 000 euros l'an, pour le seul centre d'Étain. Nous n'avons pas l'évaluation pour l'ensemble de nos associations : à coup sûr, cela représente une somme énorme, plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Si nous n'avions plus tous ces bénévoles, nos collectivités ne pourraient absolument pas recruter des professionnels. C'est pourquoi, j'adresse à nouveau mes plus chaleureux remerciements à tous les bénévoles qu'ils soient associatifs ou Elus. Un certain nombre d'entre eux va, comme chaque année, être récompensé.

On nous annonce de toutes parts une année encore plus difficile que les années précédentes. La crise frappe durement depuis 2008. Elle est venue des Etats Unis après la faillite de Lehman Brothers. Cette crise affecte le monde entier avec partout l'augmentation du chômage et de la pauvreté sans oublier des inégalités de plus en plus insolentes qui soulèvent l'indignation en France, comme ailleurs.

Cela fait maintenant quarante ans que le budget de l'Etat est déficitaire à quelques exceptions près. Quarante ans depuis la modification du statut de la Banque Centrale Européenne. Son indépendance interdit de prêter aux Etats européens à des taux modiques. La BCE, en revanche, prête aux banques à un taux de 0.75%, celles-ci sont à

notre disposition avec des taux supérieurs. Depuis quarante ans, l'argent est devenu une valeur marchande spéculative et de moins en moins un outil d'échange. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'Etat paie chaque année, un peu moins de 50 milliards d'euros d'intérêts de la dette. Il faut, bien sûr, réduire la dette, mais il ne faut pas poursuivre et amplifier ce qui est à l'origine des problèmes à résoudre parmi lesquels un autre rôle, un autre statut des banques et particulièrement de la Banque Centrale Européenne. Pourquoi celle-ci ne pourrait-elle pas prêter directement aux Etats, à l'exemple des banques centrales américaines ou britanniques.

Il faut être clair. Les citoyens ne sont pas responsables de la crise. Ce n'est pas à eux d'en subir les conséquences. Faire accepter l'austérité aux peuples quand l'argent coule à flots dans les circuits bancaires, les fonds financiers opaques et les paradis fiscaux. Il n'en est pas question. On n'a plus d'argent nous dit-on. Mais nous savons, c'est une révélation d'un récent rapport de la Commission européenne, que les banques ont été soutenues par les Etats à hauteur de 1616 milliards d'euros auxquels il faut ajouter 1000 milliards de crédits à taux nul accordés par la Banque Centrale.

Les destructions d'emplois qu'il s'agisse de licenciements boursiers, de délocalisations ou non, explosent. Je ne serai pas long sur cette question mais il y a sûrement matière à s'interroger. On peut toujours baisser les charges. Croyez-vous que nous pourrions rivaliser avec d'autres pays dont le coût de la main d'œuvre est faible. Je pense à la Roumanie ou le Maroc, où des véhicules sont fabriqués avec un SMIC à 250 euros et à la Chine où le coût de la main d'œuvre représente 12 centimes d'euros pour une poupée Barbie ? N'y a-t-il pas lieu de réexaminer le traité européen qui prône la concurrence libre et non faussée et qui a fait l'objet d'un vote contre des citoyens en 2005 ? N'y a-t-il pas lieu d'exiger ensemble l'harmonisation européenne progressive des salaires, des charges, des impositions ?

Avant d'aborder nos projets, je voudrais dire un mot sur le Mali où des groupes islamistes terroristes surarmés ont instauré dans le Nord du pays un régime de terreur et d'obscurantisme contre les personnes et de destruction de l'héritage culturel et religieux.

Il convient de préciser que ces forces alliées à Al-Qaïda ont récupéré des milliers d'armes et arsenaux de Kadhafi, tout en étant soutenues par les pétromonarchies du Golfe, sous la forme déguisée « d'une aide humanitaire ».

Le peuple du Mali apprécie l'intervention Française. La non intervention aurait été la pire des lâchetés. Mais il faut remarquer l'isolement de la France et l'attentisme des Pays Européens et des Etats-Unis. La situation est dangereuse après le terrible attentat en Algérie organisé par Belmokhtar.

Je souhaite, pour ma part, moins d'indulgence envers les pétromonarchies du Golfe. L'intervention française ne réglera pas tout : il faudra veiller à reconstruire un avenir de paix au Mali avec des accords de développement.

La coutume est de dresser un bilan d'activités de nos deux collectivités.

En 2012, la Codecom a investi pour un total de 400 000 € notamment dans le City Stade, la réfection des classes élémentaires à ETAIN, dans la crèche et l'entretien des voies communales.

Deux projets ambitieux vont être présentés en 2013 aux Elus communautaires, un nouveau bâtiment incluant gymnase, restauration et périscolaire ; le second vise à la construction d'une maison de santé. Les délégués se positionneront à partir d'éléments concrets : coûts, subventions attendues, auto financement, recours à l'emprunt.

En 2012 de son côté, la ville a également investi dans la sécurité rues des Ecoles, la rénovation de l'éclairage public aux Clairs Chênes, la rue Leloup et de nombreux trottoirs.

En 2013, les Elus vont aménager le nouveau parking de la rue du Contour incluant la réfection complète de cette rue. Le développement durable n'est pas oublié avec l'acquisition d'un véhicule électrique et la rénovation de l'éclairage public plus économique des cités Patton et du lotissement des Cens, le changement d'une partie des fenêtres de l'Hôtel de Ville. Nous allons terminer et mettre aux normes la nouvelle cuisine de la Salle des Fêtes.

Deux gros chantiers encore. Le premier, la réfection de la toiture et des vieilles pierres de l'Eglise. Le chantier vient de débuter. Les travaux sont prévus pour une durée de

quatorze mois. Second chantier : les travaux de réhabilitation des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans la partie sud des Clairs Chênes, durée des travaux : trois ans.

Le coût total de ces deux grosses réalisations s'élève à près de quatre millions d'euros avec de grosses subventions pour l'Eglise, moins bonnes pour l'eau et l'assainissement collectif. Il faut savoir que la ville devra, ensuite, entreprendre de nouvelles mises aux normes obligatoires qui, malheureusement, se traduiront par des augmentations importantes du prix de l'eau.

S'agissant de notre régiment, le 3^{ème} RHC, dont l'importance et la présence sont vitales pour le territoire, nous n'avons pour le moment aucune réponse précise ni rendez-vous programmé avec le Ministre de la Défense.

Sur la pétition nous avons recueilli 2200 signatures et le rassemblement du 17 novembre a été réussi.

Aucune réponse au courrier commun J. Picart, S. Hazard, C. Antion du 12 novembre dernier. Il faut comprendre nos inquiétudes.

D'un côté, on nous dit que le régiment sera doté du nouvel appareil NH 90 en 2020, tout en précisant que le livre blanc est en cours, et que donc je cite « il ne peut être préjugé des conséquences sur le maillage opérationnel des armées ». Officiellement on vient seulement de découvrir que les gros travaux d'infrastructures permettant de recevoir les appareils de nouvelles générations étaient suspendus à Etain depuis janvier 2008. Une note du Ministère précise que les gros travaux se poursuivent sur les deux autres bases et éventuellement à Etain « Que signifie le terme éventuellement » ?

Vous en conviendrez : il y a beaucoup d'incohérences et d'incertitudes. Je n'ai malheureusement aujourd'hui aucune réponse précise aux questions précises posées dès le mois de juin. C'est la raison pour laquelle j'ai adressé un nouveau courrier au député Jean-Louis Dumont. J'attends toujours une réponse et surtout un rendez-vous avec le Ministre de la Défense.

Les Elus sont bien décidés à rester vigilants pour obtenir l'engagement clair et loyal de maintenir notre régiment ou toute autre solution militaire avec effectif équivalent.

Je peux vous assurer d'une chose : Etain ne veut pas subir le sort de Commercy avec le départ de son 8^{ème} RA.

Un mot sur notre maison de retraite Lataye. Elle a déjà fait l'objet d'une réhabilitation en 2000. Depuis cette date, de nouvelles directives relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite nous sont parvenues avec une échéance : 2015.

Depuis trois ans environ, le Conseil d'Administration s'est attelé à cette nouvelle mise aux normes.

Plusieurs réunions se sont tenues en présence d'un architecte, de l'Agence Régionale de Santé et du Conseil Général qui ont donné leur accord à ce projet. A la suite de cette concertation, le Conseil d'Administration en juin dernier s'est adressé à nos partenaires afin qu'ils nous précisent les subventions octroyées pour une première tranche de travaux incluant notamment la création de lits Alzheimer.

Réponse de l'ARS le 9 août 2012, je cite : « les crédits délégués les années précédentes étaient à la baisse. Les crédits 2012 ne sont pas connus ». Réponse du Conseil Général de la Meuse le 13 août 2012 : « la politique d'accompagnement financier des établissements médico sociaux est actuellement en cours de révision, aussi, je ne peux vous apporter, pour le moment d'informations complémentaires. Dès que les nouvelles orientations seront arrêtées, je vous apporterai des précisions ».

Selon les dernières informations, nous n'aurons pas de réponses précises avant le printemps prochain. Ce n'est qu'ensuite que le Conseil d'Administration pourra délibérer, lancer le marché public et organiser les travaux d'extension.

Le Ministre de l'Education Nationale annonce sans concertation une réforme des rythmes scolaires avec le retour à la semaine de 4,5 jours qui doit s'étaler sur les rentrées 2013 et 2014 et annonce des subventions possibles uniquement pour 2013. Cette réforme est appréciée. Là où le bât blesse, c'est que les collectivités ayant la compétence scolaire, comme ici notre Codecom, devront financer les dépenses qui nous sont imposées. Une fois de plus, on est face à un changement décidé par l'Etat avec impact fort sur les collectivités. Toutes les associations d'Elus sont mécontentes d'autant qu'il va falloir organiser des activités éducatives et culturelles avec un taux d'encadrement draconien.

Il faut savoir que le projet de décret a été rejeté par le Conseil supérieur de l'Education Nationale avec seulement 5 voix pour sur 97 membres ! L'association des Maires de France demande le report de ce décret et une évaluation précise du coût de cette réforme sur les finances locales. Le hic, c'est que les collectivités doivent faire le choix de 2013 ou 2014 avant le 1^{er} mars ... C'est un peu court, vous en conviendrez.

Cet exemple m'amène à dire un mot des charges qui pèsent sur les collectivités. Aujourd'hui, les charges transférées aux départements et non intégralement compensées depuis l'acte II de la décentralisation sont évaluées à 160 millions d'euros pour le département de la Meuse d'où les difficultés que vous connaissez. On nous a imposé le gel des dotations de l'Etat en 2011 et 2012. Le gel continue en 2013 et 2014 alors que nos budgets subiront l'inflation et nous annonce déjà une nouvelle réduction des dotations de 2 milliards 250 millions d'euros pour 2014 et 2015. C'est dire que les Elus, tous les Elus, doivent être prudents en matière budgétaire. Les contraintes sont réelles et nous avons de plus des difficultés à emprunter. Il nous faudra faire des arbitrages financiers dans un contexte économique de plus en plus difficile.

L'intercommunalité est à nouveau en débat au Sénat. J'ai déjà donné mon avis sur le projet départemental de coopération intercommunale proposé par l'ancienne Préfète. Ce projet propose de maintenir notre territoire dans son périmètre actuel compte tenu de l'excellent travail fourni par la Codecom depuis sa création en 1999. Aujourd'hui, ce qui fait la spécificité de notre territoire en milieu rural, c'est la proximité des lieux de décision avec les citoyens.

Je ne suis pas favorable à une intercommunalité gigantesque surtout en milieu rural, comme l'avait indiqué l'ancien secrétaire d'Etat aux Collectivités. Les réformes n'ont de sens que si elles sont fondées sur des projets partagés et librement consentis par les territoires.

Je tiens à rappeler que la ville d'Etain n'est pas opposée à des évolutions, mais surtout pas à n'importe quelles conditions. On ne se marie pas pour l'argent ou les dotations. On doit d'abord examiner dans le concret les attributions déléguées dans tous les domaines. A l'évidence, toutes les Codecom n'ont pas les mêmes compétences. Il existe d'énormes

différences et en matière de politique sociale, associative et même de voirie, pour ne citer que quelques exemples. Quels projets avons-nous ? Des questions se posent toujours sur les charges qui pèseraient sur le contribuable, sur l'avenir de nos personnels et même sur la gouvernance. J'observe que la quasi totalité des Conseillers Généraux concernés ne sont pas favorables à un regroupement gigantesque.

Je tiens à cet instant à remercier les équipes administratives et techniques de nos collectivités pour leur investissement, leurs compétences. Je suis bien placé pour affirmer que leur tâche est lourde. Tous sont attachés au bon fonctionnement des services publics locaux. Les Vice-Présidents de la Codecom et les Adjoints de la Ville m'apportent une aide précieuse dans un esprit constructif et collectif. Tous travaillent consciencieusement à mes côtés.

Pour terminer, je vous assure que les Elus vont poursuivre leurs tâches avec esprit de responsabilité. Nous sommes entièrement disponibles. Il nous faut du courage. Nous en avons. Il nous faut un esprit d'équipe. Nous l'avons pour réfléchir ensemble, échanger et agir pour mieux servir les habitants et répondre à leurs attentes.

Bonne année à tous.

Jean PICART